

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 36 -2ème année

19 Septembre 1944

CONTRE LE COURANT

La continuation de la parution clandestine de notre journal au moment où la CGT, le PC et le PS sont "reconnus" par le nouveau gouvernement, pourrait étonner les travailleurs qui ont conservé la foi dans la "légalité républicaine". Rappelons à ces travailleurs, les plus nombreux, que le régime "républicain" couronné par les décrets-lois scélérats de 1939-1940 -toujours en vigueur- soumet la presse à un contrôle qui rend impossible toute expression vraiment libre et réprime férocement tout mouvement ouvrier anti-militariste.

La clandestinité ne date pas de l'occupation allemande. En 1939-1940, malgré la légalité d'une CGT et d'un PS social-patriotes, le PC, qui combattait alors la politique de guerre des gouvernements Daladier et Reynaud, n'était-il pas dans la plus stricte illégalité ? Ses militants n'étaient-ils pas traqués, emprisonnés, torturés par milliers ? La mise à mort pour activité communiste n'avait-elle pas commencée sous le régime républicain dont se réclame De Gaulle ? Si aujourd'hui le PC est redevenu légal, c'est uniquement parce que, comme la CGT et le PS, il livre les travailleurs à la bourgeoisie comme chair à canon pour la poursuite de la guerre impérialiste.

Nous étions aussi, nous Trotskyistes, illégaux dès septembre 1939, parce qu'il nous fallait conserver notre entière liberté de mouvement pour combattre la guerre de brigandage impérialiste que notre bourgeoisie avait décidé de mener, guerre qui ne pouvait conduire les peuples de France et de tous les pays qu'aux catastrophes sans nombre dont aujourd'hui encore on ne voit pas la fin.

Et cette indépendance du contrôle bourgeois, c'est-à-dire la clandestinité, nous est comme avant nécessaire, car nous restons fidèles à notre tâche. Ce n'est pas au nom d'un soi-disant "intérêt commun", "national", des masses travailleuses françaises avec la bourgeoisie, que nous avons combattu Hitler et sa machine de guerre impérialiste. C'est au nom de la solidarité internationale des travailleurs que nous avons combattu et la bourgeoisie française, et l'impérialisme allemand. Nous continuons aujourd'hui, quelles que soient les difficultés et les hésitations, quelle que soit l'éventuelle incompréhension de certains ouvriers arriérés. Les événements montreront que nous ne faisons que remplir notre devoir envers la classe ouvrière internationale et en premier lieu envers la classe ouvrière française. Car, *sans la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, sans le renversement de la bourgeoisie, cette guerre sera suivie à bref délai d'autres guerres.* (Lénine).

° ° °

La bourgeoisie essaie aujourd'hui de manoeuvrer le mouvement de la IV^e Internationale en France en accordant l'autorisation de paraître légalement à un journal qui s'en réclame. Cette manoeuvre, nous la dénonçons et nous dénonçons aussi la compromission de ceux qui croient lutter réellement contre la guerre impérialiste avec l'autorisation et sous le contrôle de la censure bourgeoise.

Car on ne peut lutter vraiment contre la guerre sans appeler les choses par leur véritable nom : la guerre, impérialiste (même faite avec l'appui des social-patriotes) ; nos généraux, des cannibales (comme le dit "*l'Inter*") ; les gouvernements impérialistes, français allemand, anglais, etc., les ennemis n° 1 de leurs peuples. Et au moment où la tuerie impérialiste et le chauvinisme déchaîné font des ravages terribles, nous ne pouvons pas un instant cesser d'appeler, AVANT TOUT, les soldats des pays belligérants à faire entre nous, travailleurs, la trêve, et la guerre aux tyrans !

° ° °

Nous utiliserons toutes les possibilités qu'offre la légalité des organisations ouvrières social-patriotes pour renforcer notre mouvement et atteindre les couches les plus larges des travailleurs. Mais si la *Lutte de Classes* continue, elle, à paraître clandestinement, ce sera jusqu'au moment où les masses ouvrières, convaincues par les faits de l'impossibilité de supporter plus longtemps un régime d'oppression, de misère et de guerre, dresseront devant le pouvoir de la bourgeoisie leur propre pouvoir, le pouvoir des Conseils

d'ouvriers et de paysans. ALORS SEULEMENT LES TRAVAILLEURS POURRONT TROUVER DANS LA PRESSE LEGALE LEUR PROPRE PRESSE !

"NATIONALISATION" OU EXPROPRIATION ?

De tous les côtés les hommes des trusts se posent en champions de l'élimination des monopoles et des trusts. Mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'ici, comme dans tous les autres domaines, la démagogie des hommes des trusts cache leurs intentions d'oppression et d'exploitation du peuple. Ainsi, le programme du C.N.R. approuvé par De Gaulle, ne demande, en tant que mesure contre les trusts, que "*l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéficiaires de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation*". En outre, "le retour à la nation -mais il n'est pas indiqué comment- des grands moyens de production monopolisés (sources d'énergie, richesses du sous-sol, compagnies d'assurances, grandes banques)". Mais par ailleurs une voix autorisée déclare : "les nationalisations seront des cas d'espèce".

Tout le monde se rappelle encore la comédie des nationalisations de 1936. Encore moins qu'alors les hommes des trusts veulent éliminer leurs maîtres. Si la classe ouvrière veut chasser ceux qui ont mené l'humanité à la catastrophe, elle doit imposer L'EXPROPRIATION SANS RACHAT des grandes compagnies monopoleuses. Pour cette tâche les ouvriers ne doivent faire foi à aucune promesse démagogique, *tendant surtout à les éliminer de l'action*. L'*Humanité* écrit : "de la police, en particulier, les milieux nationaux attendent qu'elle sache déjouer toutes les provocations du Comité des Forges" (7/9/44). Quelle dérision ! Ce n'est pas à la police, corps *spécialement entretenu par la bourgeoisie pour sa défense*, c'est aux ouvriers, dans les usines, les mines et sur les chantiers d'*imposer leur contrôle aux capitalistes*, en vue de *l'expropriation sans rachat ! VIVE LE CONTROLE OUVRIER !*

La politique internationale LE CHOIX QU'IL FAUT FAIRE ...

"La France aussi DOIT occuper l'Allemagne... la France y a un droit particulier" ...

C'est ainsi que quotidiennement l'*Humanité* revendique pour la France le droit à l'occupation de l'Allemagne. Les staliniens d'aujourd'hui ne peuvent pas plus brutalement et plus cyniquement renier le communisme de la période héroïque, quand, en 1923, la bourgeoisie poursuivait comme criminels l'*Humanité* pour ses campagnes de presse et les militants du PC pour leurs manifestations contre l'occupation de la Ruhr !

Mais, le rédacteur de l'*Humanité* se "plaint" par ailleurs et "dénonce" avec une grande vigueur certains projets anglais et américains visant à faire des pays d'Europe occidentale, et de la France en particulier, une "tête de pont" de l'Angleterre et des Etats-Unis.

La "politique" extérieure de Magnien a de quoi satisfaire les aspirations les plus profondes du petit-bourgeois obtus : opprimer soi-même au nom de la "*Justice*", et crier à l'injustice si LES MEMES exigences impérialistes le touchent lui-même. Car il est évident que l'occupation de l'Allemagne par les Anglo-Américains, avec ou sans la coopération de la France, *implique* le contrôle de la France. C'est uniquement en contrôlant la France, la Belgique et la Hollande que les Anglo-Américains peuvent établir politiquement et techniquement leur contrôle sur l'Allemagne.

D'ailleurs, d'une façon générale, le capitalisme à son stade impérialiste a non seulement séparé le monde en pays exploités et pays exploités (peuples coloniaux, etc.), mais aussi a soumis les impérialistes plus faibles (Hollande, Belgique, Italie, France, etc.) à la puissance impérialiste mondiale que sont les Etats-Unis. Et Magnien lui-même le reconnaît quand il écrit : "on sait qu'elle-même (l'Angleterre, qui doit contrôler l'Occident européen) sera dans une certaine mesure dans la dépendance de l'Amérique".

° ° °

D'autre part, la grande question agitée par la presse patriote, c'est le droit pour la France de *décider* avec les alliés dans les négociations de paix. A cela on répond : "ayez une force matérielle à la hauteur de vos revendications, et après nous verrons..." Ainsi, la *Résistance* nous avait trompés quand elle prétendait qu'en "se libérant elle-même" la France acquerrait des droits et retrouverait une place prédominante dans le camp allié. Cela n'était qu'un début. *Le pays appauvri, ruiné, saigné par cinq années de guerre aura une place*

non pas en raison des sacrifices apportés à la cause alliée, mais "SUIVANT LE RAPPORT DE FORCES" (Lénine), comme cela se passe entre brigands pour partager le butin.

Et voilà pourquoi à nouveau du sang doit être versé non seulement en Europe, mais aussi en Extrême-Orient et partout où l'impérialisme français voudra imposer ses "droits".

Ce n'est donc qu'en s'arrachant aux combinaisons impérialistes, ce n'est qu'en renonçant à se faire l'instrument de la politique impérialiste, ce n'est qu'en renonçant à vouloir opprimer d'autres peuples, que la classe ouvrière arrachera la France à de telles combinaisons et aux maux qui s'en suivent. Si la France doit occuper un jour une place d'honneur dans la grande famille des nations du globe, ce n'est plus en tant que puissance impérialiste, mais par la contribution importante qu'elle aura apportée à la libération définitive du genre humain, à l'établissement de la société socialiste.

A l'alliance avec les impérialistes, substituons l'alliance entre tous les opprimés : A BAS LES SOCIAL-IMPERIALISTES ! VI VENT LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

POUR UNE VERITABLE DEMOCRATIE !

Dans l'*Humanité* du 7/9 Marty avoue : "La 5° colonne est *entièrement* maîtresse des postes décisifs en Afrique du Nord... La 5° colonne est en majorité dans tous les postes dirigeants de la production industrielle et agricole, des transports par mer et par terre, des administrations. Elle influence même l'armée et la marine. Elle se renforce journallement".

Le 9/9 Marty déclare : "nous ne voulons pas voir ici ce qui se passe en Corse, où, *un an après la libération du territoire, rien ne s'est amélioré dans aucun domaine*".

Et il s'adresse au gouvernement -le même, celui de De Gaulle- avec cette demande : "l'épuration doit être menée sans faiblesse ici, à Paris, et sans attendre. Demain, il serait trop tard" (*l'Humanité*, 7/9).

Cependant à Paris et dans la Métropole :

L'"épuration", du ressort des Cours de justice bourgeoises, n'a *aucun caractère de répression vis-à-vis des capitalistes*. Mais par ailleurs L'AMNISTIE N'EST PAS ACCORDEE POUR LES DELITS DE 1939-1940 qui marquent encore, pour la justice, *seule légale*, de la bourgeoisie, des dizaines de milliers de travailleurs communistes.

2° TOUS les leviers de commande économiques (donc *politiques*) restent aux mains des capitalistes. La situation des masses travailleuses dépend *entièrement* de leurs décisions. Les "nationalisations" ne sont qu'une phrase.

3° L'état de siège est maintenu et confirmé. En conséquence L'AUTORITE MILITAIRE décide en fait du droit de presse et de réunion. La censure subsiste.

4° La loi du 18 avril 1938 interdisant le port d'armes aux citoyens est confirmée. Cette mesure n'est pas dirigée contre les fascistes, mais contre les ouvriers, car :

a) des attaques à main armée contre les mairies de gauche des XVII^e et XIX^e arrondissements, et des tentatives de désarmement des FTP ont été dirigées par les forces officielles de l'ordre, police, garde-mobile (*l'Humanité*, 15/9).

b) des troupes d'assaut spéciales sont mises sur pied contre les organisations ouvrières (*l'Humanité* 15/9) sans que le gouvernement s'en émeuve.

Donc, tandis que *l'Humanité* envoie les travailleurs mourir pour les capitalistes sur les champs de bataille, la bourgeoisie prépare son attaque contre la classe ouvrière.

DRESSONS NOS MILICES OUVRIERES D'USINE ET DE QUARTIER CONTRE LES TENTATIVES DE LA BOURGEOISIE. ARMONS-NOUS ! AYONS NOS PROPRES DEPOTS D'ARMES ! Forgeons le front unique prolétarien pour la défense des exploités, pour la conquête de la véritable liberté : A BAS LA CENSURE ! A BAS L'ETAT DE SIEGE ! A BAS LES COURS MARTIALES ANTI-PROLETARIENNES ! A BAS LES DECRETS-LOIS SCALERATS DE 1938-1940 !

OU VA LA FRANCE ? A qui appartient le pouvoir ?

Dans notre dernier numéro nous avons montré comment l'opération appelée "insurrection nationale" n'était qu'une *escroquerie politique* qui, comme la "révolution nationale" de Pétain, devait faire croire aux travailleurs *que ce n'est pas l'Etat bourgeois dans son ensemble et en tant qu'instrument de domination de la classe capitaliste qui est l'ennemi numéro un des masses travailleuses !*

Pétain s'en prit à la forme parlementaire de l'Etat, exécrée par les masses de plus en plus et haïe à partir de septembre 1939, et la rendit responsable de tous les désastres qui se sont abattus sur la France, y compris l'effondrement général de juin 1940. Il appela astucieusement DEMOCRATIE *la dictature parlementaire* des cliques politiques bourgeoises, pour pouvoir ainsi présenter son *pouvoir personnel* comme un ordre "nouveau". La Résistance s'en prit à la dictature de Pétain, pour mieux sauver *les instruments de la dictature de la bourgeoisie* sur le prolétariat : *la police, l'armée permanente, la bureaucratie*, etc. Et si le chef du gouvernement, De Gaulle, se camoufle actuellement derrière des phrases "républicaines" (comme le fit en son temps un certain Louis Bonaparte pour arriver à l'Empire) c'est uniquement pour tromper les masses jusqu'au moment où la situation aura "évolué"...

Voici quatre semaines à peine que le régime "républicain" a remplacé celui de "l'Etat c'est moi", les fumées se dissipent et les choses commencent à montrer leur véritable aspect. De Gaulle affirme s'appuyer sur les lois de la République : mais ces lois de la "République", ce sont *les lois scélérates votées depuis 1938 et surtout en 1939-1940 par le Parlement, lois féroces anti-communistes et anti-prolétariennes qui donnent un pouvoir DICTATORIAL au gouvernement bourgeois*. En vain *l'Humanité* (qui fournit au gouvernement de la chair à canon patriotique) se lamente-t-elle sur le manque de *démocratie véritable*. Comme nous n'avons cessé de l'expliquer, à notre époque de guerres impérialistes et de guerre civile, quand le capitalisme pourrit toute la société, *ce n'est pas la forme de l'Etat qui décide de la démocratie, mais à qui appartient le pouvoir* : à la bourgeoisie, par des organes *éloignés des masses, au-dessus et contre elles* (police, etc.), ou aux travailleurs, par des organes non distincts de la masse, qui sont leur émanation *directe* : les Conseils ouvriers et paysans, organisations du pouvoir des masses en lutte. Grâce aux staliniens, *le pouvoir n'a pas un instant cessé d'être entièrement entre les mains de la bourgeoisie, car les masses ne disposent d'aucun organe du pouvoir qui soit leur émanation et leur instrument exclusif contre les entreprises de la bourgeoisie* (milices ouvrières, comités d'usine et de quartier, etc.).

De Gaulle réussira-t-il mieux que Pétain ?

Cependant, l'appareil bureaucratico-militaire, en présence d'une crise profonde politique et économique et des bouleversements militaires, ne suffit pas à la bourgeoisie pour mater *complètement* la classe ouvrière. L'échec de Pétain n'est pas dû au retrait des troupes allemandes -il aurait trouvé l'appui américain s'il avait pu se maintenir, ce fait est actuellement notoire- mais Pétain est resté "suspendu en l'air" parce qu'il n'avait aucun appui du côté des masses. L'appareil bureaucratico-policier n'eût rien de plus pressé à faire que de passer du côté de De Gaulle pour se refaire une "popularité".

Mater complètement le prolétariat, cela seules les troupes fascistes auraient pu le faire. Le fascisme fait plus que réduire le mouvement ouvrier à l'illégalité. Il dissout toute activité des organisations ouvrières quelles qu'elles soient, de telle façon que le mouvement ne peut plus s'organiser, même illégalement, hormis de petits groupes *isolés de la classe*. Car le fascisme est lui-même *un mouvement de masses*, de la petite-bourgeoisie en particulier, qui, exaspérée par la crise, est habilement jetée contre les organisations ouvrières par les capitalistes cachés derrière un sauveur "socialiste" et "national" genre Mussolini ou Hitler. Mais la bourgeoisie n'a pas encore réussi à développer en France un mouvement fasciste d'importance décisive.

De Gaulle est en présence de la même tâche que Pétain : instaurer "l'ordre" dans une situation commandée par la guerre et l'épuisement économique, physique et moral de la nation. Ce qui signifie rejeter *toutes* les difficultés de cette situation sur les masses travailleuses et pauvres : sans attendre, la bourgeoisie s'oppose déjà à la reprise du travail dans des conditions qu'elle n'aurait pas elle-même déterminées.

Contrairement à Pétain, De Gaulle a incontestablement les masses populaires derrière lui. Mais de quoi est faite cette confiance ? Les petits-bourgeois lui font confiance en tant que représentant de leurs aspirations patriotico-chauvines, capable en même temps de *s'opposer aux exigences de la classe ouvrière et de mater le communisme*. La classe ouvrière, elle, fait confiance au PC, au PS et à la CGT et compte sur eux pour *arracher* à De Gaulle des réformes substantielles en faveur de la démocratie et des travailleurs !

Cette "confiance" générale cache en réalité un conflit inévitable. En l'absence d'une amélioration économique et diplomatique considérable et immédiate -ce qui est chose exclue- que se passera-t-il ? Les travailleurs *patienteront* sous la pression des organisations social-patriotes, mais ne pourront pas cesser d'exiger des améliorations *constantes*, ce qui les poussera de plus en plus loin dans la voie de la lutte anti-capitaliste et pour leur propre pouvoir. De leur côté, les petits-bourgeois, que les capitalistes trompent en attribuant leur misère aux revendications ouvrières, s'exaspéreront. Ne sachant plus à quel saint se vouer, ils seront de plus en plus travaillés par les cadres fascistes, constituant non plus comme avant la guerre des groupes isolés, mais dès aujourd'hui, à l'échelle nationale, la base d'un parti fasciste puissant à qui ne manque plus que la sympathie des masses. Ainsi la situation ne peut se développer que vers des solutions extrêmes : ou la *dictature du prolétariat* et l'expropriation de la bourgeoisie (solution *progressive* de la crise), ou l'écrasement du prolétariat par le fascisme, rejet de toute la société vers la barbarie pour le maintien du capitalisme.

De Gaulle ne représente qu'un régime de transition de plus ou moins longue durée, un essai de dictature bonapartiste voulant maintenir l'équilibre entre les classes. Mais, de même qu'en Allemagne, en Espagne, etc., seul le *heurt* décisif entre le prolétariat et les organisations fascistes et bureaucratICO-militaires de la bourgeoisie décidera de l'issue de la situation.

(A SUIVRE)